

Communauté de Communes Loire Semène

<p>Zonage d'assainissement Notice d'enquête publique</p>
--

Commune de Saint Didier en Velay



SOMMAIRE

1. Rappels réglementaires sur le zonage d'assainissement	page 3
2. L'assainissement non collectif	page 5
3. L'assainissement collectif	page 9
4. Les critères de choix pour la détermination du zonage	page 10
5. Cartographie	page 14
6. Documents consultables et informations	page 14

1 Rappels réglementaires sur le zonage d'assainissement

1.1 Historique réglementaire

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a imposé aux communes la création de Services Publics de contrôle de l'Assainissement Non Collectif (SPANC).

Après de nombreux débats lors de son élaboration, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a réaffirmé les obligations des communes en la matière.

Enfin, trois arrêtés sont parus le 07 septembre 2009 :

Le premier, qui a été modifié le 7 mars 2012, a pour objet de définir les prescriptions techniques applicables en matière d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO₅ (refonte de l'arrêté du 6 mai 1996). Il est fait référence aux techniques décrites dans le DTU et aux autres techniques qui feraient l'objet d'un agrément délivré par le ministère en charge de l'environnement.

Le deuxième concerne les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Enfin, le troisième précise les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.

Ces arrêtés abrogent les deux arrêtés du 6 mai 1996 qui fixaient auparavant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et les modalités du contrôle technique assuré par les communes.

1.2 La responsabilité de la communauté de communes Loire Semène

La Communauté de Communes Loire Semène doit délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif.

Enfin, conformément à l'article L 2224-8 du code général des collectivités territoriales (modifié par loi n° 2010-788 du 12/07/2010), les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations neuves ou à réhabiliter, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer. Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif. Elles devaient effectuer ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut excéder dix ans. Le décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 à L.2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code Des Communes fixe les conditions de financement de ce service.

Un bilan général des secteurs non desservis par un réseau de collecte a été réalisé avec la définition des modalités d'assainissement (collectif ou non collectif).

- **Dans la zone collective**, elle devra assurer la collecte, l'épuration et le rejet au milieu naturel des eaux usées domestiques et pluviales. La communauté de communes se chargera de la gestion, de la valorisation ou du stockage des boues résiduelles d'épuration. Enfin, la communauté de communes devra prendre les mesures nécessaires à la limitation de l'imperméabilisation des sols sur les nouveaux secteurs constructibles pour une bonne maîtrise des écoulements pluviaux.
- **Dans la zone non collective**, le syndicat des eaux Loire Lignon était tenu d'assurer, au plus tard au 31 décembre 2012, le contrôle des installations d'assainissement non collectifs. La mise aux normes et l'entretien périodique des installations autonomes resteront de la responsabilité des particuliers.

Le document de zonage présent constitue la conclusion de l'étude de schéma directeur d'assainissement. Il est le fruit de la réflexion menée par la collectivité, avec le soutien technique et financier du Département (Service d'Assistance Technique à l'Eau et à l'Assainissement) et de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

L'étude du schéma d'assainissement doit être validée par un document de zonage, soumis à enquête publique (conformément à l'article L2224-10 du CGCT).

1.3 Le zonage des techniques d'assainissement

Article L2224-10 Modifié par [LOI n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240](#)

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

1.4 Le lien entre les documents d'urbanisme et le zonage d'assainissement

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, par exemple dans les communes non dotées d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) ou d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement (absence d'échéances) ;
- d'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement autonome conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement (puis délai de raccordement).

2 L'assainissement non collectif

2.1 Les textes réglementaires successifs

- Directive européenne du 21 mai 1991, relative aux traitements des eaux résiduaires urbaines, qui reconnaît l'ANC comme moyen d'épuration à part entière.
- Loi sur l'Eau du 03 janvier 1992, impose aux communes de réaliser pour le 31/12/05, leur étude de zonage d'assainissement et de mettre en place le contrôle de l'ANC – échéance reportée à 2012 par la LEMA de 2006.
- Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, précisant l'obligation d'obtenir un agrément pour les entreprises réalisant la vidange et l'entretien, le libre accès des agents en charge du contrôle des ANC aux propriétés privées, l'annexion du diagnostic de l'ANC à l'acte de vente, la réalisation des contrôles des dispositifs d'assainissement existants, au plus tard, pour le 31/12/2012.
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.
- Arrêté du 07 septembre 2009, modifié le 07 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif, recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO₅, détaille la conception, le dimensionnement et les principales règles d'implantation.
- Arrêté du 07 septembre 2009, relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

2.2 La documentation technique de référence

- Le DTU 64.1 du 10 août 2013 -Norme Afnor P 16-603-1-1 Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif (dit autonome)
- A ce jour, les techniques d'assainissement non collectif sont définies par l'arrêté du 07 septembre 2009

2.3 Responsabilité des propriétaires

➤ **Article L1331-1-1 du code de la Santé Publique (modifié par loi n° 2010-788 du 12/07/2010 art 159)**

I. - Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.

II. - Le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de quatre ans suivant la notification de ce document.

➤ **Arrêté du 07 septembre 2009, modifié le 07 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO₅ :**

Article 2 : « Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis aux chapitres Ier et IV du présent arrêté.

Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter. »

Article 3 : " Les installations doivent permettre le traitement commun de l'ensemble des eaux usées de nature domestique constituées des eaux-vannes et des eaux ménagères produites par l'immeuble.

Les eaux-vannes peuvent être traitées séparément des eaux ménagères dans le cas de réhabilitation d'installations existantes conçues selon cette filière ou des toilettes sèches.

Dans ce cas, les eaux-vannes sont prétraitées et traitées, selon les cas, conformément aux articles 6 ou 7 ci-dessous. S'il y a impossibilité technique, les eaux-vannes peuvent être dirigées vers une fosse chimique ou fosse d'accumulation étanche, dont les conditions de mise en œuvre sont précisées à l'annexe 1, après autorisation de la commune.

Les eaux ménagères sont traitées, selon les cas, conformément aux articles 6 ou 7 ci-dessous. S'il y a impossibilité technique, les eaux ménagères peuvent être dirigées vers le dispositif de traitement des eaux-vannes. »

Article 4 : "Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

En outre, elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisance olfactive. Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied, la cressiculture ou la baignade.

Sauf dispositions plus strictes fixées par les réglementations nationales ou locales en vue de la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie à l'article 1er est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine. En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau du captage est interdite à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance. Ces installations peuvent être interdites par le préfet ou le maire dans les zones de lutte contre les moustiques. »

➤ **Article L216-6 du Code de l'Environnement Modifié par la LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 115**

« Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux [articles L. 218-73](#) et [L. 432-2](#), ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées.

Le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure prévue par [l'article L. 173-9](#).

Ces mêmes peines et mesures sont applicables au fait de jeter ou abandonner des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, sur les plages ou sur les rivages de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires.

Le délai de prescription de l'action publique des délits mentionnés au présent article court à compter de la découverte du dommage.

➤ **Article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 76**

« En cas de non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente. »

2.4 Responsabilité du syndicat des eaux Loire Lignon

Après délibération la compétence d'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été transférée à la communauté de communes Loire Semène qui l'a elle-même transféré au service SPANC du syndicat des Eaux Loire Lignon en 2009.

➤ **Règlement du service public d'assainissement non collectif SPANC du Syndicat des Eaux Loire Lignon**

Article. 4 : Les Missions du Service

Le service public d'assainissement non collectif assure le contrôle technique des dispositifs d'assainissement non collectif, conformément à la loi sur l'eau du 3 Janvier 1992, à la loi sur l'eau du LEMA du 30 Décembre 2006, à l'arrêté du 7 Septembre 2009 et aux articles L2224-8 et L2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et au code de la Santé Publique.

Le SPANC est un service public industriel et commercial, dont l'objet est de contrôler les dispositifs et de donner à l'usager une meilleure assurance sur le fonctionnement actuel et ultérieure de son système d'assainissement.

Elles sont définies de la façon suivante :

-information sur la réglementation en vigueur et mise à disposition de fiches techniques des différents dispositifs d'assainissement,

-assistance et contrôle dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux...) ou en l'absence d'une demande d'autorisation d'urbanisme (réhabilitation...) pour :

- a) la conception,
- b) l'implantation
- c) la réalisation d'un assainissement non collectif,
- d) inventaire des dispositifs d'assainissement et gestion d'une base de données de l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectif,

-contrôle du bon fonctionnement et d'entretien des installations d'assainissement non collectif.

Article. 6 : Droit d'accès des agents qui vont réaliser les contrôles des assainissements non collectifs

Conformément à l'article 1331-11 du Code de la Santé Publique, les contrôleurs ont accès aux propriétés privées pour assurer leur mission. Ce contrôle pourra être effectué par des agents du SPANC. Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux dans un délai de 8 jours au moins avant le rendez-vous. L'utilisateur doit faciliter l'accès de ses installations aux contrôleurs et être présent ou représenté lors de toute intervention de ce service. Après deux rendez-vous inopérants ou deux refus d'entrée aux agents du SPANC, le déplacement infructueux pourra faire l'objet de frais de déplacement facturés à l'utilisateur selon les modalités de l'article 21-E du présent règlement, et le Président du Syndicat transmettra le dossier au maire pour suite à donner.

3 L'assainissement collectif

3.1 Rappels sur l'assainissement collectif

L'étude de zonage d'assainissement vise plusieurs objectifs :

- **Objectifs techniques**
 - La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales en situations actuelle et future,
 - La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordé au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique, et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public d'Assainissement Non Collectif,
 - La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filière,
 - L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires.
 - Cette étude permet ainsi de maîtriser les dépenses publiques en anticipant sur les besoins et en réfléchissant en amont sur la solution la plus adaptée au contexte local.
- **Objectifs de développement et d'orientations**
 - La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement.
 - La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir l'adéquation entre le document d'urbanisme en vigueur ou en cours d'élaboration et le zonage d'assainissement.
- **Objectifs réglementaires**
 - Respect du code Général des Collectivités Territoriales qui impose la réalisation de ce document.

3.2 Responsabilité des propriétaires

➤ **Article L1331-1 Code de la Santé Publique modifié par la LOI n°2007-1824 du 25 décembre 2007 - art. 71 :**

« Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte. »

3.3 Responsabilité de la communauté de communes Loire Semène

➤ **Article L 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 159 et 161**

« La Communauté de Communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières. »

4 Les critères de choix pour la détermination du zonage

4.1 Rappels sur l'assainissement non collectif

Les assainissements non collectifs doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique.

Dans tous les cas, ils comprennent généralement et au minimum :

- un dispositif de **pré-traitement** constitué par une fosse septique toutes eaux ;
- un dispositif **d'épuration et d'évacuation**, fonction des conditions de sol et de relief.

D'autres filières alternatives existent comme les procédés d'épuration plantés de macrophytes ou les filières « compactes ».

4.1.1 Pré-traitement

La "fosse septique toutes eaux " recueille les eaux vannes (WC) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m³ pour les logements jusqu'à 5 pièces, il est augmenté de 1 m³ par pièce supplémentaire.

Il s'y déroule deux types de phénomènes :

- un phénomène physique de clarification par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface) ;
- un phénomène chimique avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La fosse septique toutes eaux assure uniquement un pré-traitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration.

Pour que la fosse septique soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours.

Elle doit être contrôlée et vidangée régulièrement. En effet, les boues et graisses diminuent son volume utile. Si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisses et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

La "fosse septique Eaux Vannes" ne recevant que les eaux de WC est admise exceptionnellement dans le cas de rénovation d'installations anciennes, si elle est complétée par un bac séparateur à graisses pour les eaux ménagères.

4.1.2 Epuration et évacuation

Un **épandage souterrain simple en sol naturel** est constitué par des tranchées filtrantes, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe), le relief et la surface disponible le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents.

Les tranchées filtrantes peuvent être remplacées par divers dispositifs pour pallier certaines contraintes du sol (**tertre filtrant en sol naturel ou reconstitué, filtre à sable drainé ou non**). Ces dispositifs, lorsqu'ils sont drainés, n'assurent que la fonction traitement. Ils nécessitent donc un dispositif d'évacuation des eaux (puits d'infiltration, milieu hydraulique, réseau pluvial).

Les puits d'infiltration, ne sont que des procédés d'évacuation, sans épuration, et ne peuvent être utilisés qu'à la sortie d'un effluent ayant subi un traitement complet. Un tel dispositif est autorisé par dérogation du Préfet.

Notons également la mise sur le marché :

- de filtres compacts (sables, copeaux de coco, laine de roche ou zéolite) par des constructeurs spécialisés. Ces filtres sont livrés en Kit, avec un matériel filtrant très poreux dont la durée de vie est de 10 ans. Peu encombrants, une surface de 0.6 m2 par équivalent habitant suffit (soit 3 à 4 m2 pour un logement de 5 personnes).
- de micro stations à boues activées ou à cultures fixées immergées aérobie.

Ces installations doivent avoir reçu un agrément réglementaire. Elles sont par ailleurs généralement très coûteuses.

Toutes ces installations sont réalisées dans le domaine privé ou parfois sur des biens de section ou communaux

4.2 Rappels sur l'assainissement collectif

Est appelé "assainissement collectif " toutes techniques d'assainissement basées sur une collecte des eaux usées dans le domaine public (réseaux d'assainissement) conduisant à une station d'épuration également implantée en domaine public.

Les caractéristiques de cette station sont alors fonction de l'importance des flux à traiter, des objectifs à atteindre en termes de qualité de rejet, des possibilités techniques d'implantation...

4.3 Eléments pris en compte dans l'élaboration du zonage d'assainissement

Les choix opérés par la collectivité en matière de zonage des techniques d'assainissement intègrent les paramètres suivants :

- Une connaissance des lois et règlements concernant l'assainissement et ses techniques ;
- La qualité des sols présents plus ou moins favorables à la mise en œuvre de techniques individuelles. Pour réaliser de l'assainissement non collectif dans de bonnes conditions, il faut être en présence de sols sains, profonds et perméables. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, il faut faire appel à des techniques de substitution basées sur de la filtration sur sol reconstitué (sable). Le dispositif peut alors être drainé lorsque la perméabilité du sol est insuffisante, il doit alors s'agir de dispositifs exceptionnels ;
- Les possibilités techniques de mise en œuvre des filières individuelles avec notamment la prise en compte des problèmes posés par la superficie des parcelles attenantes, la topographie, l'occupation des parcelles, la présence d'exutoire en limite de propriété ;
- La sensibilité du milieu, c'est à dire la nécessaire protection des ressources en eau (nappes, rivière, ruisseau, étang) ;
- Les problèmes relevant de l'hygiène publique et notamment les écoulements d'eaux usées dans les caniveaux ou les fossés conduisant à des nuisances sanitaires et olfactives ;
- Les perspectives de développement communal et la prise en compte des zones constructibles du document d'urbanisme s'il existe (POS, ou PLU) ;
- Les aspects financiers liés à la réalisation pratique des différentes solutions envisageables. L'assainissement collectif coûte cher. Pour être économiquement supportable par la collectivité (donc par les utilisateurs), il est indispensable d'avoir un ratio "nombre de raccordements / linéaire de canalisation posée" le plus élevé possible. La limite économique se situe autour d'une valeur de 1 branchement pour 25 à 30 mètres de canalisations posées (en gravitaire). Au delà de cette limite, il est économiquement préférable de maintenir les habitations en assainissement non collectif.

Le zonage défini sur ces principes est donc un compromis qui doit permettre de répondre aux exigences imposées par la protection du milieu, la salubrité publique et le développement futur, tout en restant compatible avec les possibilités financières de la commune.

4.4 Orientations retenues par la commune

4.4.1. Les secteurs retenus en assainissement collectif

Sur les villages où un réseau de collecte sera réutilisé, l'imperméabilisation des sols et le ruissellement seront limités sur les futures zones construites avec une gestion des eaux pluviales par des réseaux spécifiques (réseau séparatif) et / ou des fossés. Les eaux seront dirigées vers des milieux récepteurs proches.

Les éventuelles extensions collectives seront en réseau séparatif uniquement.

Les systèmes de traitement en place ou à créer devront respecter les prescriptions techniques de l'arrêté du 21 juillet 2015, notamment en termes de protection du milieu naturel (normes de rejet, respect des objectifs de qualité, protection des nappes souterraines).

4.4.1.1 Secteur du bourg

Le bourg est équipé d'un réseau séparatif de collecte des eaux usées et unitaire.

Le réseau se dirige vers la station du bout du monde à la Séauve sur Semène, réalisé en 1986 et réhabilité en 2021.

La plupart des habitations du bourg est collecté.

4.4.1.2. Secteur de Champvert

Le hameau de Champvert est équipé d'un réseau séparatif de collecte des eaux usées et unitaire.

Le réseau se dirige vers la station de champvert, réalisé en 2002

Au final, la totalité du village sera zonée en assainissement collectif conformément à la carte de zonage jointe.

4.4.1.3. Secteur la Rulrière

Le hameau de la Rulrière est équipé d'un réseau séparatif de collecte des eaux usées et unitaire.

Le réseau se divise en deux pour rejoindre soit la station de la ruillère Nord, réalisé en 2001, soit la station d'épuration de la rullière sud, réalisé en 2003

Au final, une partie du village sera zonée en assainissement collectif conformément à la carte de zonage jointe.

4.4.2. Les secteurs relevant de l'assainissement non collectif

Le reste du territoire communal sera donc desservi en assainissement non collectif.

5 Cartographie

En cohérence avec le document d'urbanisme, le zonage d'assainissement définit :

- **Des zones d'assainissement collectif en situation actuelle :**



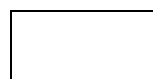
Sont concernées par ce zonage les parcelles raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire.

- **Des zones d'assainissement collectif en situation future :**



Sont concernées par ce zonage les parcelles qui seront raccordées ou desservies par un réseau collectif d'assainissement des eaux usées, séparatif ou unitaire. Cela concerne les zones AU_i et AU_c définies dans les PLU quand ces zones sont proches des réseaux de collectes existants.

- **Des zones d'assainissement non collectif :**



Est concerné par ce zonage le reste du territoire communal non concerné par les zonages en collectif en situation actuelle.

6 Documents consultables et informations

- Schéma Directeur Communal d'assainissement) – rapport final
- Le plan du zonage assainissement pour la commune de Saint Didier en Velay